
Arbitrage des griefs

Brève histoire du travail et de la loi

- Les syndicats sont apparus dans les années 1800 au Canada à la suite de l'industrialisation.
- Si les travailleurs se plaignaient, ils pouvaient plaider / mener une action de groupe / démissionner / intenter une action en justice.
- Trades Union Act 1872 - il n'est plus criminel pour les travailleurs de se réunir pour des raisons liées aux conditions de travail.
- Loi Wagner (1935) - Le soutien majoritaire des employés d'une unité de négociation signifie le droit exclusif de représenter tous les employés.
- La décision du juge Ivan Rand (1946) avec 4 points majeurs
 - 1) les grèves non autorisée sont illégales
 - 2) tous les employés qui bénéficient d'un syndicat doivent payer des cotisations (mais ne sont pas obligés d'adhérer au syndicat)
 - 3) le prélèvement automatique dans toutes les conventions collectives
 - 4) les conventions collectives doivent comporter un mécanisme de règlement des griefs

- Principales dispositions
 - Clause de reconnaissance
 - Vérification des cotisations
 - Pas de grève ou de lock-out
 - Pas de discrimination
 - Heures de travail
 - Salaires
 - Ancienneté
 - Discipline et licenciement
 - Mesures de griefs et arbitrage



Structure des conventions collectives

Processus de grief

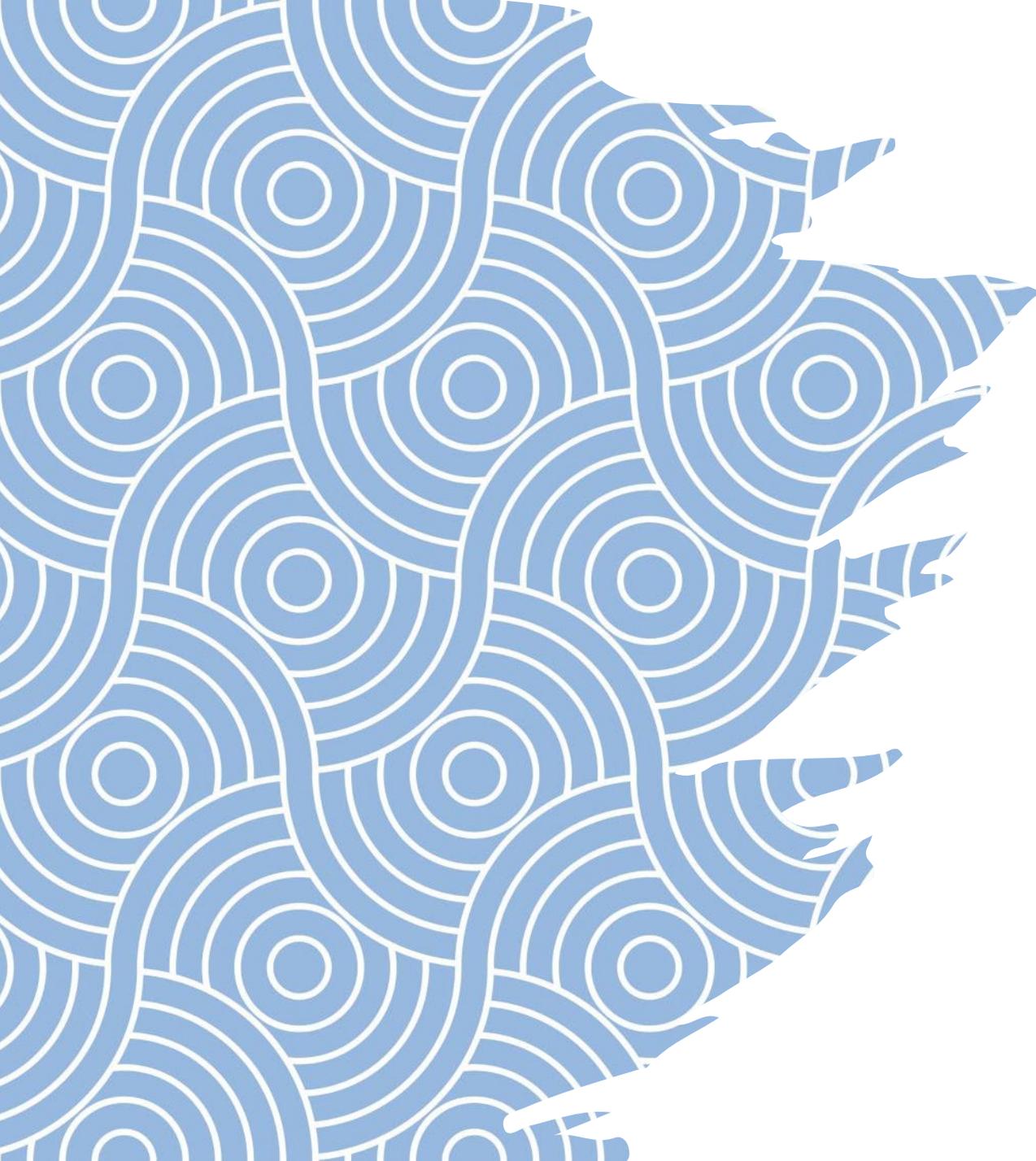
- Le grief est l'un des outils les plus importants et les plus utiles des syndicats.
 - ***"Un grief est une plainte écrite contre les actions ou l'absence d'action d'un employeur dans des domaines liés aux conditions d'emploi des employés"***.
- La procédure est censée être un processus où les parties travaillent ensemble pour résoudre les problèmes sur le lieu de travail.
- Ce n'est pas toujours le cas !



NEUTRAL DIVERSITY IN ONTARIO

*Report by the OBA
Working Group on
Neutral Diversity*





Ray Corollary Initiative

- **"La mission de RCI Inc. est d'accroître la diversité, l'équité et l'inclusion dans la sélection des arbitres, médiateurs et autres parties neutres de règlement extrajudiciaire des différends. Elle y parviendra en encourageant l'engagement envers la promesse de RCI et en fournissant autrement des recherches et des outils pour soutenir la sélection de médiateurs et arbitres »**

COUR SUPRÊME DU CANADA



- La Cour
- Dossiers
- Juges
- Loi et Règles
- Parties
- Médias
- Visites
- Bibliothèque
- Emplois

Accueil > Décisions et Ressources > Jugements de la Cour suprême > Office régional de la santé du Nord c. Horrocks

[Aide](#) [Imprimer](#)

Jugements de la Cour suprême

Office régional de la santé du Nord c. Horrocks

Collection : Jugements de la Cour suprême

Date : 2021-10-22

Référence neutre : 2021 CSC 42

Numéro de dossier : 37878

Juges : Wagner, Richard; Abella, Rosalie Silberman; Karakatsanis, Andromache; Côté, Suzanne; Brown, Russell; Rowe, Malcolm; Kasirer, Nicholas

En appel de : Manitoba

Notes : [La cause en bref](#)
[Renseignements sur les dossiers de la Cour](#)



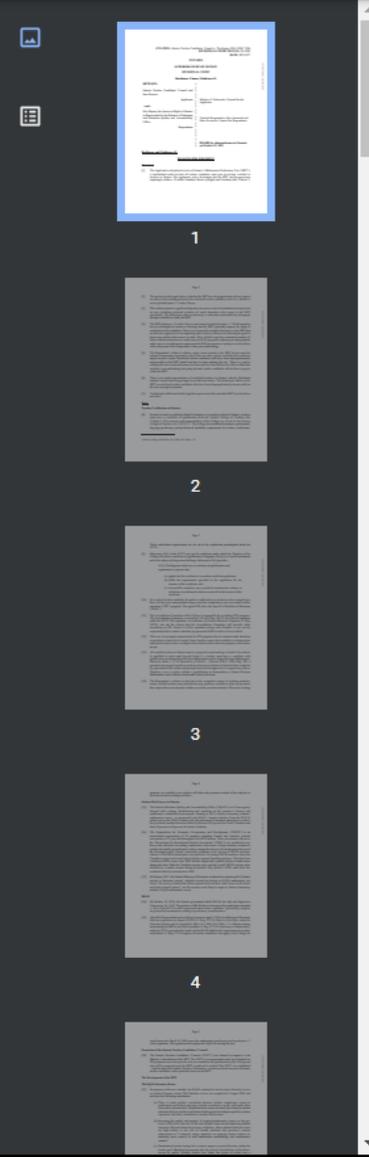
lexbox

Sauvegarder cette décision

Envoyer par courriel

Dossiers Lexbox





CITATION: Ontario Teacher Candidates' Council v. The Queen, 2021 ONSC 7386
DIVISIONAL COURT FILE NO.: 20-2584
DATE: 20211217

**ONTARIO
SUPERIOR COURT OF JUSTICE
DIVISIONAL COURT**

Backhouse, Tzimas, Nishikawa JJ.

BETWEEN:

Ontario Teacher Candidates' Council and
Sara Petrucci

Applicants

Matthew S. Estabrooks, Counsel for the
Applicants

- and -

Her Majesty the Queen in Right of Ontario
as Represented by the Minister of Education
and Education Quality and Accountability
Office

Respondents

*Yashoda Ranganathan, Ravi Amarnath and
Maia Stevenson*, Counsel for Respondents

**HEARD by videoconference in Toronto
on October 12, 2021**

Backhouse and Nishikawa JJ.

REASONS FOR JUDGMENT

Overview

[1] The Applicants seek judicial review of Ontario's Mathematics Proficiency Test ("MPT"), a standardized math test that all teacher candidates must pass to become certified as teachers in Ontario. The Applicants seek a declaration that the MPT and the provisions requiring it violate s. 15 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* (the "Charter").

2021 ONSC 7386 (CanLII)

IN THE MATTER OF AN INTEREST ARBITRATION

BETWEEN:

Ryerson University

and

The Ryerson Faculty Association

(FCS & Related Issues)

2018 CanLII 58446 (ON LA)

Before: William Kaplan
Sole Arbitrator

Appearances

For the University: Simon Mortimer
Hicks Morley
Barristers & Solicitors

For the Association: Cathy Lace
Emma Phillips
Goldblatt Partners
Barristers & Solicitors

The matters in dispute proceeded to a hearing in Toronto on February 12 and April 3 & 10, 2018.

Search 'Underline'

- Export PDF
- Edit PDF
- Create PDF
- Comment
- Combine Files
- Organize Pages
- Compress PDF
- Redact
- Prepare Form
- Request E-signatures
- Fill & Sign
- Send for Comments
- More Tools

Convert, edit and e-sign PDF forms & agreements

Free 7-Day Trial